

01 55 82 77 26 transports@cgt.fr FNST-CGT

CONTACT PRESSE Ali CHALIGUI 06 78 11 61 53

Travail dissimulé:

Les géants du déchet doivent rendre des comptes !

Depuis 2017, des travailleuses et travailleurs sans papiers, embauché·e·s par AR-ENVIRONNEMENT (sous-traitant des groupes VEOLIA, SUEZ, PAPREC, URBASER, ENGIE) trient les déchets ménagers des collectivités, débourrent les machines, entretiennent les fours lors des arrêts techniques des incinérateurs... Tout cela sans contrat, sans déclaration, sans équipements suffisants, sans sécurité sociale, sans retraite.

Parmi eux et elles, 24 ont décidé de briser le silence et de saisir la justice. **Deux femmes enceintes, privées de congé maternité,** font partie de celles et ceux qui demandent réparation devant le Conseil de prud'hommes et ont déposé plainte.

Les donneurs d'ordre savaient... et ont laissé faire!

Les multinationales du déchet – VEOLIA, SUEZ, PAPREC, URBASER, ENGIE – ont eu recours à ce sous-traitant frauduleux et ont fermé les yeux sur les violations du droit du travail. Leur obligation de vigilance leur imposait pourtant de vérifier, tous les six mois, que leur sous-traitant respectait la loi.

Aujourd'hui, ces géants doivent être condamnés, au même titre que leur sous-traitant, pour travail dissimulé, marchandage, emploi de travailleur·euse·s sans titre, discrimination systémique et conditions de travail indignes.

L'exploitation des sans-papiers : un modèle économique ?

En laissant faire ces pratiques, les géants du déchet ont clairement choisi leur camp : l'hyper-profit plutôt que la dignité humaine. Ce combat a été déclenché par un accident du travail grave, non déclaré par l'employeur. Résultat ? Fin de contrat immédiate pour le travailleur blessé...

Il a fallu l'intervention de la CGT et de l'Inspection du travail, trois courriers d'avocat et une saisine de la Commission de Recours Amiable de la CPAM (CRA) pour que l'accident soit enfin reconnu – deux ans plus tard!

Face à l'injustice, la lutte syndicale paie!

Le 28 août 2023, une première action syndicale a permis **l'embauche en CDI** et la régularisation d'un premier groupe de travailleurs. Un second groupe se prépare à suivre la même voie.

L'audience pour les 10 premiers dossiers aura lieu le 26 mars 2025 à 13h au Conseil de prud'hommes de Paris – 27 rue Louis Blanc, 75010 Paris.